



**HOSPICES CIVILS DE LYON**

**Etablissement support du GHT Val Rhône Centre**

**Direction des Achats**

45 rue Villon CS 48283

69373 LYON CEDEX 08

**MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**C.C.A.P.**

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDES DE TRAVAUX**

**POUR LA DIRECTION DES AFFAIRES DOMANIALES**

**TRAVAUX DE RENOVATION DU PARC DE LOGEMENTS, D'IMMEUBLES**

**ET DE BATIMENTS DES HOSPICES CIVILS DE LYON, DU GHT VAL RHONE CENTRE ET**

**DU GCS BLANCHISSERIE INTER HOSPITALIERE DU LYONNAIS**

**(MACONNERIE DEMOLITION, COUVERTURE ZINGUERIE, DESAMIANPAGE, VMC)**

**N° T25\_4001 - 4 LOTS : N° 207\_208\_209\_210**

## **PARTIE I : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES ET DES MARCHES SUBSEQUENTS 6**

<b>1</b>	<b>OBJET DE L'ACCORD CADRE - DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>6</b>
1.1	Objet de l'accord cadre .....	6
1.1.1	Prestations.....	6
1.1.2	Périmètre concerné.....	6
1.2	Forme de l'accord cadre.....	6
1.3	Allotissement et montants maximum .....	7
1.4	Durée de l'accord cadre .....	7
<b>2</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....</b>	<b>7</b>
2.1.	Pièces particulières.....	7
2.2.	Pièces générales.....	7
<b>3</b>	<b>DISPOSITIONS PARTICULIERES - CLAUSE SOCIALE .....</b>	<b>8</b>
3.1	Modalités d'exécution de l'action d'insertion.....	8
3.2	Soutien au titulaire du marché et aide au recrutement.....	9
3.3	Suivi et évaluation de l'action d'insertion .....	9
<b>4</b>	<b>CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>10</b>
4.1	Identification des personnels du titulaire .....	10
4.2	Politique générale de sécurité des Hospices Civils de Lyon .....	10
4.3	Sécurité et prévention de la santé .....	11
4.4	Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé .....	11
4.5	Recours aux travailleurs détachés.....	12
4.6	Confidentialité.....	12
4.7	Incidence d'un évènement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat .....	12
4.7.1	Obligation d'information .....	12
4.7.2	Modalités de poursuite du contrat.....	12
4.7.3	Suspension des travaux .....	13
<b>5</b>	<b>PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>13</b>
5.1	Représentant du Titulaire.....	13
5.2	Maîtrise d'œuvre.....	13
5.3	Coordonnateur sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	13
5.4	Contrôleur technique .....	13
5.5	Réunions de suivi.....	14
5.6	Nettoyage.....	14
5.7	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	14
<b>6</b>	<b>CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>14</b>
6.1	Essais et contrôles des ouvrages .....	14
6.2	Réception .....	15
6.2.1	Réception non formalisée .....	15
6.2.2	Réception formalisée.....	15
6.2.3	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	15
6.2.4	Documents fournis après exécution.....	15
6.3	Garanties contractuelles .....	15
<b>7</b>	<b>PRIX DU MARCHÉ - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>15</b>
7.1	Forme des prix de l'accord cadre .....	15
7.2	Contenu des prix .....	15
7.3	Travaux non prévus au Bordereau des Prix Unitaires .....	16
7.4	Ristourne sur chiffre d'affaire annuel .....	16
<b>8</b>	<b>VARIATION DES PRIX DE L'ACCORD CADRE.....</b>	<b>17</b>
8.1	Mois d'établissement des prix .....	17
8.2	Modalité de variation .....	17

8.3	Index de références.....	17
<b>9</b>	<b>MODALITE DE REGLEMENT - REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE .....</b>	<b>18</b>
9.1	Présentation des demandes de paiement .....	18
9.2	Modalités de règlement des comptes des Hospices Civils de Lyon .....	18
9.2.1	Cas n° 1 : Si la maîtrise d'œuvre est réalisée par les Hospices Civils de Lyon – Direction des affaires technique (DAT) .....	18
9.2.2	Cas n° 2 : Si la maîtrise d'œuvre est réalisée par les Hospices Civils de Lyon – Direction des affaires Domaniales (DAD) .....	18
9.2.3	Cas n° 3 : Si la maîtrise d'œuvre est réalisée par une maîtrise d'œuvre externe aux HCL .....	19
9.3	Modalités de règlement des comptes du « GCS BLANCHISSERIE Inter-Hospitalière du Lyonnais » .....	19
9.3.1	Présentation des demandes de paiement.....	19
9.3.2	Mode de règlement .....	19
9.4	Modalités de règlement des comptes du « GHT VAL RHONE CENTRE ».....	20
9.5	Païement des sous-traitants.....	20
9.5.1	Modalités de paiement direct .....	20
<b>10</b>	<b>DELAI D'EXECUTION – PENALITES.....</b>	<b>20</b>
10.1	Délai d'exécution des travaux .....	20
10.1.1	Déclenchement des prestations .....	20
10.1.2	Prolongation des délais d'exécution.....	21
10.2	Pénalités .....	21
10.2.1	Pénalités pour retard ou absence.....	21
10.2.2	Pénalités pour défaut de gestion des déchets .....	22
10.2.3	Pénalités pour non-respect des modalités d'insertion du présent CCAP .....	22
10.2.4	Autres Pénalités.....	22
10.2.5	Pénalités propres aux lots sur les secteurs du Domaine Privé des HCL .....	22
<b>11</b>	<b>CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE - RESILIATION .....</b>	<b>23</b>
11.1	Retenue de garantie .....	23
11.2	Avances .....	23
<b>12</b>	<b>Résiliation de l'accord cadre et des marches subséquents .....</b>	<b>24</b>
<b>13</b>	<b>ASSURANCES.....</b>	<b>25</b>
13.1	Responsabilité civile .....	25
13.2	Responsabilité décennale.....	25
<b>14</b>	<b>REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES .....</b>	<b>25</b>
14.1.1	Description du traitement .....	25
14.1.2	Obligation du sous-traitant.....	26
14.1.3	Obligation du responsable du traitement .....	26
14.1.4	Droits des personnes .....	27
14.1.5	Notification des violations de données a caractère personnel .....	27
14.1.6	Aide du titulaire dans le cadre du respect par les HCL de leurs obligations.....	27
14.1.7	Sort des données .....	27
14.1.8	Données personnelles des fournisseurs .....	27
14.1.9	Clause de réexamen .....	27
<b>PARTIE 2 : CONDITIONS PARTICULIERES DE PASSATION ET D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS ...</b>		<b>28</b>
<b>15</b>	<b>Forme et durée des marchés subséquents .....</b>	<b>28</b>
<b>16</b>	<b>Dispositions relatives aux marchés subséquents .....</b>	<b>28</b>
16.1	Remise de l'offre .....	28
<b>17</b>	<b>Pièces constitutives des marchés subséquents .....</b>	<b>28</b>
<b>18</b>	<b>prix des marchés subséquents .....</b>	<b>29</b>
<b>19</b>	<b>Décompte général – Solde .....</b>	<b>29</b>
19.1	Demande de paiement final .....	29
19.2	Décompte général .....	29
19.3	Décompte général définitif .....	29
<b>ANNEXE 1 - LISTE DES ETABLISSEMENTS HCL .....</b>		<b>30</b>
<b>ANNEXE 2 : ADRESSES DAD .....</b>		<b>32</b>
<b>ANNEXE 3 : RISQUES GENERAUX DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS .....</b>		<b>32</b>

## Préambule

Les articles L6132-1 à L6132-6, R6132-1 et suivant du Code de la Santé Publique instituent les Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT).

La convention constitutive conclue le 10 février 2023 et approuvée par arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne Rhône Alpes n° 2023-17-0036 du 27 février 2023, institue le GHT Val Rhône Centre regroupant les Hospices Civils de Lyon, désignés établissement support et les établissements parties suivants :

- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre hospitalier gériatrique du Mont d'Or, dont le siège est situé 6 rue Notre Dame, 69250 Albiigny sur Saône ;
- L'hôpital intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, dont le siège est situé 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, dont le siège est 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne
- Les Hospices Civils de Lyon, en tant qu'établissement support assurent la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du code de la commande publique ; chaque établissement partie assurant l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions dudit code.

Par ailleurs, les Hospices Civils de Lyon interviennent également en tant que coordonnateur du groupement de commande conclu avec le Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) Blanchisserie Inter-Hospitalière du Lyonnais, dont le siège est situé 531 rue Nicéphore Niepce, 69800 Saint Priest ;

En application des articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique, un seul marché est conclu entre le titulaire et les membres du groupement, représentés par les HCL, coordonnateur.

Les responsabilités respectives des HCL, des établissements partis et du GCS Blanchisserie Inter-Hospitalière du Lyonnais se répartissent comme suit :

	HCL	Etablissements parties et GCS	Observations
<b>Passation, Signature notification du marché et de ses avenants, Résiliation du marché</b>	X		
<b>Envoi des bons de commande et Ordres de service</b>	X	X	Chaque partie pour ses propres besoins
<b>Gérer les procédures de révisions des prix des marchés</b>	X		
<b>Procéder à la reconduction des marchés</b>	X		
<b>Agrément des sous-traitants</b>	X		
<b>Délivrance du certificat de cession de créances</b>		X	
<b>Appliquer les pénalités</b>	X (Pénalités reporting)	X (Pénalités D'exécution)	Les pénalités d'exécution peuvent être appliquées le cas échéant par tout établissement :il
<b>Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des marchés, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution du marché</b>	X		

Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande ou ordres de service	X	X	Chaque partie gère les différends propres à son établissement
---	---	---	---

Au sens du présent document :

- « L'acheteur » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire, ci-après les HCL (Hospices Civils de Lyon, établissement support du GHT) ;, et coordonnateur du groupement de commande
- Le titulaire est la société contractante désignée dans l'acte d'engagement, ci-après « le titulaire », « l'entreprise », « l'entrepreneur » ou « le prestataire » ; en cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire ;
- Les établissements comprennent l'établissement support, les établissements parties du GHT Val Rhône Centre, bénéficiaires le cas échéant du présent marché et le GCS Blanchisserie Inter-Hospitalière du Lyonnais.

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'acheteur qui fait courir un délai est effectuée essentiellement par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique ; **ou à défaut de consultation dans un délai de huit (8) jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil acheteur, à l'issue de ce délai.**

**Pour cela, le titulaire doit impérativement transmettre une adresse mail valide pendant toute la durée du marché. Il indique, dans le cadre de l'offre financière, cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir l'acheteur dans les plus brefs délais.**

# PARTIE I : CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DES ACCORDS-CADRES ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

## 1 OBJET DE L'ACCORD CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet de l'accord cadre

#### 1.1.1 Prestations

Le présent accord cadre a pour objet les prestations suivantes :

- Urgences / dépannages
- Petits travaux (réparations, entretien des bâtiments, ...)
- Campagnes de travaux d'amélioration
- Opérations de travaux avec intervention d'un maître d'œuvre, réalisées en lot unique ou multi-lots.

#### 1.1.2 Périmètre concerné

- Établissements hospitaliers des Hospices Civils de Lyon situés sur le territoire de la Métropole de Lyon.
- Patrimoine non hospitalier (Domaine Affaires Domaniales) des Hospices Civils de Lyon,
- Le GCS Blanchisserie Inter-Hospitalière du Lyonnais,
- Les autres établissements parties du GHT Val Rhône Centre.

### 1.2 Forme de l'accord cadre

Il s'agit d'un accord- cadre monoattributaire, donnant lieu :

- à l'émission de bons de commande pour les travaux d'urgences/dépannages, petits travaux (réparation, entretien des bâtiments...), campagne de travaux amélioratifs ;
- à la conclusion de marchés subséquents pour les opérations de travaux avec intervention d'un maître d'œuvre, réalisés en lot unique ou multi-lots

L'accord cadre est conclu sans minimum, et avec un maximum déterminé par lot comme indiqué à l'article ci après.

Les bons de commande sont émis par chaque établissement au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon de commande précise :

- La référence du marché ;
- La nature des prestations à réaliser ;
- Le/les lieux de d'exécution des prestations ;
- Le cas échéant le numéro du devis
- Le cas échéant le délai d'exécution, s'il est différent de celui du présent contrat.

La transmission des bons de commandes sera effectuée par échange dématérialisé.

Les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord cadre. Toutefois leur durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la date de validité de l'accord cadre, dans les conditions fixées à l'article R2162-5 du code de la commande publique.

### 1.3 Allotissement et montants maximum

Les prestations sont réparties en 4 lots selon le détail suivant :

N° lot	Intitulés des lots	Maximum sur 4 ans En € H.T.	Périmètre géographique
207	Maçonnerie Démolition	1 400 000	Direction des Affaires domaniales et DIT
208	Couverture zinguerie	800 000	
209	Désamiantage	400 000	
210	VMC	400 000	

### 1.4 Durée de l'accord cadre

L'accord cadre est établi pour une période ferme allant du 01/01/2026 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieur jusqu'au 31/12/2027.

A l'issue de la période ferme, ces marchés pourront tacitement être reconduits deux fois, pour une durée d'un an, sauf si le maître d'ouvrage notifie au prestataire, deux mois avant l'échéance de la période en cours, une décision expresse de non reconduction.

Les marchés subséquents et bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord cadre. Toutefois leur durée d'exécution peut se prolonger au-delà de la date de validité de l'accord cadre, dans les conditions fixées à l'article R 2162-5 du CCP.

## 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1. Du CCAG Travaux, les pièces constitutives des accords-cadres sont les suivantes par ordre de priorité. En cas de contradiction entre les stipulations contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après.

### 2.1. Pièces particulières

- **L'Acte d'Engagement (ATTRI1)** et ses annexes (dont l'offre financière comprenant le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), le cas échéant les tarifs publics et catalogues des fournisseurs)
- **Le Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** et ses annexes :
  - Annexe 1 : Liste des établissements HCL et des contacts
  - Annexe 2 : Adresse liste patrimoine DAD
  - Annexe 3 : Risques généraux dans les établissements hospitaliers
  - Annexe 4 : Facturation fournisseurs HCL et Codes services CHORUS PRO
  - Annexe 5 : Facturation GHT
- **Le cahier des Clauses Techniques particulières (CCTP)** propre à chaque lot et ses annexes
- **Le mémoire technique du titulaire (cadre à compléter)**

### 2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la date de remise des offres initiales.

- Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux
- Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1<sup>er</sup> avril 2021 en vigueur au jour du lancement de la consultation
- Autres pièces générales de références et normes en vigueur.

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. Du CCAG Travaux, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé. Les dérogations et les dispositions non applicables du CCAG travaux sont indiquées le cas échéant à chaque article concerné.

### 3 DISPOSITIONS PARTICULIERES - CLAUSE SOCIALE

Pour satisfaire à l'objectif d'accès à l'emploi des publics prioritaires, le titulaire est soumis aux conditions particulières suivantes qui ne sauraient être sous-traitées en totalité, sauf au profit d'une structure d'insertion par l'activité économique.

#### 3.1 Modalités d'exécution de l'action d'insertion

En application du Code de la commande publique, et afin de renforcer la cohésion sociale sur son territoire, les Hospices Civils de Lyon souhaitent favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes en parcours d'insertion professionnelle. Les Hospices Civils de Lyon ont décidé de faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises afin de lier dépense publique et intérêt général.

Les Hospices Civils de Lyon fixent dans certains marchés les conditions d'exécution permettant de promouvoir l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

- Les bénéficiaires du plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE),
- Les demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis plus de 12 mois au Pôle emploi),
- Les demandeurs d'emploi de + 50 ans,
- Les jeunes de faible niveau de formation, inscrits à la Mission Locale ou au Pôle emploi,
- Les allocataires de minima sociaux,
- Les allocataires du revenu de solidarité active demandeurs d'emploi,
- Les demandeurs d'emploi ayant une reconnaissance de Travailleur Handicapé,
- Les personnes ayant subi une peine privative de liberté / sous-main de justice,
- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP emploi être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi. Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon.

Cela consiste pour le titulaire du marché, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de sa prestation, à **une action d'insertion** selon les modalités définies ci-dessous. Le volume de travail pour du personnel en difficulté d'accès à l'emploi est défini de manière globale pour les 4 ans en fonction de l'estimation du CA associé au lot concerné :

N° lot	Intitulés des lots	Volume horaire minimum d'insertion par tranche de 10 000 euros HT de prestations facturées
207	Maçonnerie Démolition	7 Heures /homme
208	Couverture zinguerie	Pas d'insertion
209	Désamiantage	Pas d'insertion
210	VMC	Pas d'insertion

- 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché. Cette embauche peut se réaliser par tous contrats de travail (CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation...)
- 2ème modalité : la mise à disposition de salariés dans les mêmes conditions de durée : l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion pendant la durée



du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire.

- 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion, un atelier chantier d'insertion ou une régie de quartier. La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par la Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon.

Les titulaires des lots concernés préciseront dans le mois suivant la notification de son marché, en relation avec la Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon, référent insertion du Maître d'Ouvrage, les modalités opérationnelles d'exécution et le planning détaillé de mise en œuvre de l'engagement d'insertion et désignera son propre correspondant insertion.

**Contact : Elsa MAUNIER - Facilitatrice Clauses sociales – 04 78 62 17 26**

[emaunier@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:emaunier@lyonmetropole-mmie.fr)

### 3.2 Soutien au titulaire du marché et aide au recrutement

Afin de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de cet engagement d'insertion, les Hospices Civils de Lyon ont mis en place un dispositif d'accompagnement des entreprises géré par la Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon.

Contacts : Elsa MAUNIER – 04 78 62 17 26– [emaunier@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:emaunier@lyonmetropole-mmie.fr)

La Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon apportera un soutien méthodologique aux entreprises pour les aider à satisfaire à la clause d'insertion par l'activité économique, une fois que celles-ci auront été rendues attributaires des marchés ou des lots de marchés correspondants.

Elle répondra aux demandes, de conseils ou d'appuis, formulés par les entreprises qui auront engagé directement des actions de recrutement de publics prioritaires ou de sous-traitance auprès de Structures d'Insertion par l'Activité Economique.

Elle pourra assister les entreprises dans leurs recrutements en recherchant et présentant des candidats et s'assurera, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration.

Elle apportera aux autres personnes issues des dispositifs d'accueil et d'insertion, et particulièrement à celles faiblement qualifiées ou éloignées de l'emploi, si besoin est, des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.

Dans tous les cas, il est fortement conseillé à l'entrepreneur de faire valider par la Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon de la méthodologie et le public ciblé avant toute mise en œuvre.

### 3.3 Suivi et évaluation de l'action d'insertion

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé. A la demande de la Maison de l'Emploi et de la Formation de Lyon, le titulaire fournit, dans un délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé...) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action. L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités. En cas de licenciement ou de départ prématuré d'une personne embauchée ou mise à disposition, l'entreprise sera tenue de le signaler sous 10 jours et s'engage à tout mettre en œuvre pour la remplacer dans des conditions identiques.

### 4.1 Identification des personnels du titulaire

Pour toute intervention, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur (badge nominatif avec photo et logo de la société titulaire du marché).

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire du marché fournira à chacun de ses intervenants (employé ou sous-traitant) sur un site un badge contenant les informations suivantes :

- Nom et prénom de la personne ;
- Photo ;
- Raison sociale de l'entreprise ;
- Donneur d'ordre : Direction des Affaires Techniques ;
- Date limite de validité du badge (maximum 1 an, à renouveler).

Ce badge sera porté de façon visible (sur le casque, avec un porte badge, avec un tour de cou ou autre) et systématiquement. En l'absence de badge, la personne concernée pourra être exclue du site.

### 4.2 Politique générale de sécurité des Hospices Civils de Lyon

En application des textes en vigueur, les Hospices Civils de Lyon (HCL), se réservent le droit de requérir l'avis des autorités compétentes, avant d'autoriser l'accès des personnels du titulaire du marché aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon.

A cette fin, les HCL exigent du titulaire du marché de lui remettre dans un délai maximum de 8 jours suivant la notification du marché la liste exhaustive des personnels susceptibles d'accéder aux bâtiments et installations des Hospices Civils de Lyon comportant les informations suivantes :

- Nom et prénom(s) ;
- Date et lieu de naissance ;
- Domicile actuel ;
- Nom de l'employeur (si différent du contractant, exemple de la sous-traitance) ;
- Profession ;
- Le ou les lieux d'intervention du personnel titulaire du marché.

La liste est adressée au Département Prévention et Sécurité Générale (DPSG) des HCL par mail à l'adresse suivante avec accusé de lecture et de réception : [dpsg.acces@chu-lyon.fr](mailto:dpsg.acces@chu-lyon.fr). Tout ou partie de la liste pourra être transmise par le DPSG des HCL aux autorités compétentes.

De même, en cas de modification de la liste initiale du personnel ou de son lieu d'affectation, le titulaire du marché s'engage à adresser une nouvelle liste intégrant les nouveaux personnels qu'il souhaite voir accéder aux bâtiments, locaux et installations des Hospices Civils de Lyon au moins un mois avant la venue effective des personnes considérées.

Le titulaire avise ses sous-traitants de l'obligation de respecter l'exigence susvisée. Il reste responsable du respect de celle-ci pendant toute la durée du marché.

Le titulaire devra notifier, conformément à la réglementation, à ses personnels que les HCL pourront solliciter l'avis des autorités compétentes pour leur autoriser l'accès aux bâtiments des HCL.

Les HCL se réservent le droit, à la suite de l'enquête administrative, de refuser l'accès à tout ou partie des bâtiments et installations à la personne considérée si l'avis émis par les autorités compétentes précise que ses caractéristiques sont « incompatibles ». Le titulaire du marché est alors informé par les HCL de cette situation dans les plus brefs délais et devra prendre les mesures qui s'imposent.

L'avis formulé par les autorités compétentes est valable pour une durée déterminée, généralement trois ans. Ce délai doit être entendu comme le terme avant lequel les HCL ne solliciteront pas à nouveau l'administration pour l'accès de la même personne.

Néanmoins, si les HCL détectent des changements radicaux de situation ou de comportement d'un personnel du titulaire du marché, les HCL solliciteront de nouveau les autorités compétentes pour une mise à jour de l'avis précédent.

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute, dans les conditions du présent CCAP.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par les Hospices Civils de Lyon par le Département Prévention et Sécurité Générale des HCL ou leurs représentants.

#### **4.3 Sécurité et prévention de la santé**

Les HCL ont défini, selon les dispositions du Code du Travail – Articles R. 4515-11 à R. 4515-15, une politique de sécurité des personnes lors des interventions d'entreprises extérieures dans leurs établissements.

Cette politique se traduit par l'application de différentes procédures que le titulaire du marché devra respecter conformément aux dispositions de l'annexe 3 du présent CCAP. Les HCL assureront la coordination générale des mesures de prévention relatives aux opérations effectuées sur leurs sites.

Les HCL pourront s'assurer, auprès des salariés du titulaire du marché et de ses sous-traitants, de leur connaissance des règles de sécurité retenues dans le Plan de Prévention de l'opération établi suite à l'inspection commune, dans la mesure où ce plan aura préalablement été communiqué au titulaire du marché par les HCL.

Les HCL se réservent la possibilité de suspendre l'exécution de la prestation, si les conditions de sécurité ne sont pas respectées, jusqu'à la mise en œuvre, par le titulaire du marché, des dispositions correctives nécessaires.

Pour aider le titulaire du marché à mieux intégrer la sécurité dans son offre et en cours d'exécution des prestations, figure en annexe 3 au présent CCAP, un document intitulé les «Risques généraux dans les

Tout manquement constaté ou non-respect d'une des règles énoncées ci-dessus est susceptible d'entraîner la résiliation du marché pour faute, dans les conditions du présent CCAP.

Le titulaire du marché est informé que des contrôles et audits peuvent être menés par les Hospices Civils de Lyon par le Département Prévention et Sécurité Générale des HCL ou leurs représentants.

#### **4.4 Dispositifs de lutte contre le travail dissimulé**

Le titulaire est tenu de fournir aux HCL, avant la signature du présent marché et tous les six mois, à compter de la prise d'effet du contrat et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces suivantes permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

Les pièces correspondantes à remettre aux HCL sont listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail.

En cas de non accomplissement de ces formalités par le titulaire, après mise en demeure de régulariser sa situation restée infructueuse, les HCL pourront résilier le présent marché, sans indemnités aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

Par ailleurs, conformément à l'article 6.1 du CCAG le titulaire doit être en mesure de justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, des obligations prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

#### **4.5 Recours aux travailleurs détachés**

Si l'entreprise entend employer des salariés détachés (au sens des articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du Code du travail) dans le cadre de ce marché, elle fournira le cas échéant, préalablement au détachement, la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1 du Code du travail.

En cas de sous-traitance, le dispositif précité est applicable au donneur d'ordre. A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant une copie de la déclaration mentionnée précédemment, le donneur d'ordre adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail (avec copie au maître d'ouvrage) du lieu où débute la prestation, conformément à l'article L 1262-4-1 du Code du travail.

#### **4.6 Confidentialité**

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché. De même que, tout usage ou divulgation d'information relative aux données de santé pourra faire l'objet d'une résiliation du marché au tort du titulaire en application de la clause de résiliation du marché visé au présente CCAP.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui auraient confiés les établissements hospitaliers.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements hospitaliers, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis par ces derniers, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'acheteur. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité des établissements hospitaliers, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'acheteur ou d'un tiers.

#### **4.7 Incidence d'un évènement imprévisible et extérieur aux parties sur la poursuite du contrat**

##### **4.7.1 Obligation d'information**

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

##### **4.7.2 Modalités de poursuite du contrat**

Conformément à l'article R2194-5 du code de la commande publique, les parties pourront convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution technique ou financière du contrat strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible. Il est précisé que les éventuelles modifications sont strictement limitées tant dans leur champ d'application que dans leur durée, à ce qui est rendu nécessaire par les circonstances imprévisibles pour assurer la continuité du service public et la satisfaction des besoins de la personne publique.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations, et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

Le cas échéant, il devra démontrer une augmentation des dépenses ou une diminution des recettes qui ne pouvaient pas raisonnablement être envisagées lors de la conclusion du contrat. A ce titre, le titulaire devra notamment justifier d'une décomposition du coût de son offre au moment de la notification du marché et au moment de sa demande d'augmentation des prix.

Le maître d'ouvrage analysera le bien fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et de l'impact du bouleversement sur le contrat. Il se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant,
- Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les travaux au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

#### **4.7.3 Suspension des travaux**

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter les travaux, résultant d'un événement imprévisible et extérieur aux parties, le maître d'ouvrage peut décider d'en suspendre l'exécution.

Dans ce cadre, le titulaire qui conserve la garde du chantier, a droit à être indemnisée des frais que lui impose cette garde. Il ne pourra toutefois prétendre à aucune autre indemnisation.

## **5 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **5.1 Représentant du Titulaire**

Dès notification de l'accord cadre le titulaire désigne une personne physique qui le représente pour tout ce qui concerne l'exécution de l'accord cadre.

Cette personne sera l'interlocuteur privilégié des HCL pour la partie opérationnelle. Il sera notamment en charge des chiffrages, de la planification et du suivi des opérations. Il doit avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

### **5.2 Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée soit en interne par les différents services des HCL, soit en externe par un prestataire extérieur. Dans le second cas, les titulaires seront informés par le référent HCL du projet des coordonnées du prestataire chargé de cette mission dès la notification du contrat de maîtrise d'œuvre correspondant. Le Référent HCL précisera les missions confiées au maître d'œuvre externe.

### **5.3 Coordonnateur sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Pour les opérations soumises aux dispositions de la [loi 93-1418 du 31 décembre 1993](#) et ses décrets et arrêtés d'application il sera procédé :

- Au classement de l'opération en catégories au sens du code du travail,
- A la désignation par les Hospices Civils de Lyon d'un coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs.

Dans tous les autres cas, les travaux sont soumis aux dispositions du [Décret 92-158 du 20 février 92](#).

### **5.4 Contrôleur technique**

Le Maître d'Ouvrage engagera une mission de contrôle technique à ses frais, et sous sa responsabilité, quand les travaux les nécessiteront.

Les frais de vérification de la stabilité des éléments provisoires et de vérification des installations électriques provisoires sont à la charge du titulaire.

## 5.5 Réunions de suivi

L'acheteur en lien avec le marché organisera à minima une fois par an une réunion de suivi du marché avec le titulaire, la Direction des Affaires Techniques et/ou avec la Direction des Affaires Domaniales. La fréquence de ces réunions sera adaptée selon le lot.

Ces réunions auront un caractère obligatoire. L'absence à ces réunions entraînera l'application de pénalités.

Ces réunions périodiques auront notamment pour objet :

- De faire un point d'avancement sur les conditions d'exécution du marché,
- De faire l'analyse des bons de commande (récupération des statistiques de commande par quantité et par article)
- De faire le point sur la passation d'avenants (mise à jour des BPU, de catalogue...)
- De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail, de la qualité de la prestation

En outre, le titulaire sera tenu de transmettre obligatoirement à l'acheteur au plus tard 1 semaine avant la réunion un état des commandes passées. Cet état se présentera sous la forme d'un tableau Excel constitué d'une liste des bons de commande émis pour ce marché en indiquant pour chacun leur numéro, leur montant, leur objet, le demandeur et le numéro d'opération associé.

Par ailleurs le titulaire organisera avec les référents des différents sites un point de suivi récurrent à déterminer en fonction des lots et des sites (tous les mois, trimestre, semestre) afin d'assurer le suivi opérationnel et notamment :

- Retour d'expérience des interventions de la période précédente
- Modifier / valider les devis en cours
- Faire un état des lieux des commandes
- Planifier les interventions de la période suivante
- Visite de chiffrage des nouveaux projets.

## 5.6 Nettoyage

Chaque titulaire sera responsable de la bonne tenue du chantier, notamment en matière de propreté. Sauf demande expresse du Maître d'Ouvrage pour un nettoyage spécifique, tel que cela figure au Bordereau de prix unitaires, le nettoyage courant est inclus dans les prix unitaires.

## 5.7 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le délai indiqué au bon de commande ou dans l'acte d'engagement du marché subséquent comprend le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux.

# 6 CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

## 6.1 Essais et contrôles des ouvrages

Le Maître d'Ouvrage pourra faire exécuter des vérifications qualitatives des matériaux et produits et des essais sur épreuves conformément aux dispositions du CCAG Travaux.

Les frais de main d'œuvre, de transports, de fournitures de matériels et matériaux, de chargement, d'outillage et les installations nécessaires à ces vérifications et essais, sont à la charge de l'entreprise.

Ces opérations seront exécutées sur les instructions du Maître d'œuvre au cours des travaux ou après leur achèvement.

Les laboratoires ou experts compétents seront choisis par le Maître d'œuvre. Le maître d'œuvre pourra se faire assister d'un contrôleur technique en fonction des travaux réalisés.

Pour les installations de gaz, d'électricité, de chauffage, ainsi que celles faisant l'objet de textes officiels, les essais ou certificats de conformité obligatoires devront être fournis par l'entrepreneur à ses frais.

Dans le cas d'intervention d'un organisme agréé ayant une mission de contrôle technique relative, soit à la sécurité des personnes, soit à la solidité de l'ouvrage, l'entreprise sera tenue de mettre à la disposition du Contrôleur Technique les moyens en matériels nécessaires à l'accomplissement de sa mission. La rémunération de cet organisme est à la charge du Maître de l'ouvrage.

## **6.2 Réception**

### **6.2.1 Réception non formalisée**

Les dispositions contenues aux articles 41.1., 41.1.1., 41.1.2., 41.1.3., 41.2. et 41.3. du CCAG travaux ne sont applicables au présent article. La réception est considérée comme prononcée à la date d'achèvement des travaux.

A défaut d'autre document la date d'achèvement des travaux est celle figurant dans le bon de commande. Cette date vaut début de garantie de parfait achèvement et de la garantie décennale.

### **6.2.2 Réception formalisée**

Les travaux feront l'objet d'une réception formalisée, conformément aux articles 41 et 42 du CCAG travaux dans les cas suivants :

- Lorsque le bon de commande le spécifie,
- Lorsque les travaux réalisés relèvent de la garantie décennale,
- Lorsque les travaux sont réalisés en marché subséquent.

### **6.2.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les dispositions de l'article 43 du CCAG travaux s'appliquent.

### **6.2.4 Documents fournis après exécution**

Le titulaire fournit les documents techniques et, suivant les cas, les plans des ouvrages exécutés.

En fonction de la nature des équipements installés et des travaux effectués, le titulaire devra fournir, sur demande du maître d'œuvre, les PV d'essais, les copies de certificats CE, les notices techniques, les préconisations du constructeur, et tout document contribuant à justifier la qualité des produits et à définir le fonctionnement des matériels installés.

Le titulaire fournira le carnet de maintenance valable pendant la période de garantie et définissant les interventions et leurs limites à mettre en œuvre par les HCL dans le cadre de la maintenance des équipements.

## **6.3 Garanties contractuelles**

Les dispositions du CCAG travaux sont applicables.

# **7 PRIX DU MARCHÉ - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES**

## **7.1 Forme des prix de l'accord cadre**

Les prix des accords-cadres sont des prix unitaires tels que figurant au Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

## **7.2 Contenu des prix**

Les prix comprennent notamment :

- Les sujétions susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée de différents travaux,



- Les frais d'encadrement (Chef d'Equipe, Conducteur de Travaux, ...), sauf stipulations contraires,
- Les frais de métrés,
- Les frais de recherche de fournitures ou matériaux sur catalogue et présentation d'échantillons,
- Les frais relatifs à la gestion des déchets,
- Les dépenses communes de chantier,
- La préparation du chantier, dont notamment :
  - La prise de rendez-vous avec les occupants des locaux, le cas échéant,
  - L'analyse et l'intégration éventuelle de documents techniques existants,
  - La récupération et le retour des moyens d'accès aux lieux d'intervention,
  - Les frais relatifs à l'application du décret 92-158 ou de la loi 93-1418,
  - Les frais de déplacement, hébergement
- La participation aux réunions annuelles de bilan et l'établissement de l'état des commandes

### 7.3 Travaux non prévus au Bordereau des Prix Unitaires

Les prix de ces travaux non prévus au bordereau sont déterminés à partir des prix de main d'œuvre indiqué sur le BPU et d'un coût d'achat de fournitures et/ou de prestations justifié par le titulaire.

Ces travaux non prévus au bordereau font l'objet d'un devis détaillé basé sur la somme :

- **D'un prix de mise en œuvre basé sur l'utilisation de prix horaire de main d'œuvre, pour la durée réelle de la mise en œuvre.**
- **D'un prix de fourniture, justifié** par une facture du fournisseur auquel est appliqué un coefficient dit de « peines et soins »,

Le coefficient de peines et soins est applicable à la fois pour les matériaux, matières premières et objets fabriqués pour des travaux non prévus au bordereau et sans référence à un tarif public fabricant ou catalogue fabricant, ainsi que pour les travaux non prévus au BPU et sous traités à un tiers.

Ce coefficient est obligatoirement inférieur ou égal à 1,20.

Pour les travaux et fournitures sur coefficient de peines et soins, l'offre de prix du fournisseur comprendra :

- Le nom du fabricant : constructeur, distributeur... ;
- Le prix unitaire HT établi pour les HCL ;
- Le coefficient de peines et soins ;
- Les quantités commandées
- La copie de la facture pro forma pour les fournitures dont le prix unitaire d'achat est supérieur à 500 € HT.

Pour les fournitures dont le prix d'achat par article est supérieur à 500 € HT, un justificatif du prix d'achat devra être systématiquement fourni par le titulaire, sous peine de rejet de la facture.

Par ailleurs, un justificatif du temps passé pourra être réclamé par le Maître d'Ouvrage. En cas de refus de communication, des pénalités de retard dans la remise de documents seront appliquées.

### 7.4 Ristourne sur chiffre d'affaire annuel

La ristourne s'applique sur chiffre d'affaires annuel du marché réalisés par le titulaire pour les Hospices Civils de Lyon (Patrimoine public et patrimoine privé).

Le taux de ristourne Ra est fixé à 5%. La ristourne sera calculée annuellement sur la base du montant total HT (Mt) mandaté au titulaire du marché et à ses sous-traitants durant la période du 1er janvier au 31 décembre (date de mandatement faisant foi).

Le calcul se fera au terme de chaque exercice annuel de la manière suivante :

Ristourne annuelle = (Ra x Mt) - 5 000 €.



Un titre de recette du montant de la ristourne sera émis au bénéfice des Hospices Civils de Lyon dans le premier trimestre de l'année suivante.

Exemples :

- Les Hospices Civils de Lyon ont établi qu'il a été mandaté au titulaire et à ses sous-traitants la somme de 90 000 € HT entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N, il lui sera demandé 0 € ( $5\% \times 90\,000\,€ = 4\,500\,€$  étant inférieur à 5 000 €).
- Les Hospices Civils de Lyon ont établi qu'il a été mandaté au titulaire et à ses sous-traitant la somme de 150 000 € HT entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année N, il lui sera demandé 2 500 € ( $5\% \times 150\,000\,€ = 7\,500\,€ - 5\,000\,€$ ).

En d'autres termes, cette ristourne sera effectivement appliquée lorsque le titulaire et ses sous-traitants auront réalisé un chiffre d'affaires avec les Hospices Civils de Lyon supérieur à 100 000 € HT sur l'année.

## 8 VARIATION DES PRIX DE L'ACCORD CADRE

### 8.1 Mois d'établissement des prix

Les prix unitaires sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la date indiquée dans l'acte d'engagement. Ce mois est appelé "mois zéro" (M0).

### 8.2 Modalité de variation

Les prix unitaires de l'accord cadre sont révisables au 1er janvier de chaque année à compter du 01/01/2027.

La formule applicable est la suivante :

$$P = P_0 \times [0,25 + (0,75 I/I_0)]$$

P = Prix révisé du marché hors TVA

P0 = Prix initial du marché hors TVA

I = Valeur de l'index de référence connu à la date de révision (1<sup>er</sup> janvier)

I0 = Valeur du même élément à la date de l'établissement des prix (M0)

Le coefficient ainsi calculé sera notifié au titulaire au début de chaque année civile au travers du document « CERTIFICAT ADMINISTRATIF : COEF. REVISION ANNUELLE ». Le coefficient sera arrondi au millième supérieur.

Sur chaque bon de commande, devis ou facture de l'année, figureront les prix du BPU initial de l'accord-cadre et le coefficient validé pour l'année en cours qui sera systématiquement appliqué au montant de la facture hors taxes.

### 8.3 Index de références

Les indices ou compositions d'indices utilisés pour le calcul de la révision sont indiqués ci-après.

N° Lot	Intitulé du lot	Index de révision des prix I
207	Maçonnerie Démolition	BT03
208	Couverture zinguerie	50% BT16B + 50% BT34
209	Désamiantage	70% ICHTTS + 30% FSD1
210	VMC	BT41

Les montants des sommes versés aux entrepreneurs sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. (taux réduit et taux normal) en vigueur lors de l'exécution des prestations.

**Les dispositions de l'article 12 du CCAG travaux ne sont pas applicables au présent contrat. Les modalités de règlement des comptes sont décrites ci-après.**

### 9.1 Présentation des demandes de paiement

Les titulaires fourniront des factures détaillées par poste des travaux effectués et comportant les mentions obligatoires suivantes :

- Les références de l'accord cadre (numéro de marché) ;
- Les références du bon de commande ;
- La date de fin d'exécution des travaux ;
- Les quantités et prix unitaires des lignes du BPU ;
- Les rabais ;
- Les références des justificatifs pour les travaux hors bordereau : facture d'achat pour les fournitures dont le prix unitaire d'achat est supérieur à 500 € HT.

Pour les opérations de travaux, il faudra également préciser sur la facture le numéro de l'opération.

### 9.2 Modalités de règlement des comptes des Hospices Civils de Lyon

L'ensemble des demandes de paiement passeront par le portail CHORUS PRO :

- Siret HCL 266 900 273 000 19
- Siret du maître d'œuvre : En cas de Maître d'œuvre externe aux HCL

Les demandes de paiement parvenant à une autre adresse seront retournées à l'envoyeur sans engager de délai de paiement.

Seuls pourront être payés les travaux ayant fait l'objet d'un bon de commande ou d'un marché subséquent.

Les factures seront adressées au plus tard dans les 30 jours suivant la fin des travaux.

Pour les travaux terminés au 31 décembre de l'année en cours, les factures seront obligatoirement produites avant le 30 janvier de l'année suivante.

#### 9.2.1 Cas n° 1 : Si la maîtrise d'œuvre est réalisée par les Hospices Civils de Lyon – Direction des affaires technique (DAT)

Les demandes de paiement sont envoyées en un exemplaire via CHORUS PRO au siret des Hospices CIVILS de LYON : 266 900 273 000 19.

Le document « HCL-Information Facturation fournisseurs » joint en annexe 4 au présent CCAP précise l'intégralité des modalités de facturation des HCL, et notamment la liste des codes SGL indispensable pour l'enregistrement de la demande de paiement

#### 9.2.2 Cas n° 2 : Si la maîtrise d'œuvre est réalisée par les Hospices Civils de Lyon – Direction des affaires Domaniales (DAD)

Les demandes de paiement sont envoyées en un exemplaire via CHORUS PRO au siret des Hospices CIVILS de LYON : 266 900 273 000 19.

En parallèle, les éléments suivants devront être envoyés à l'adresse [DAD.COMPTA@chu-lyon.fr](mailto:DAD.COMPTA@chu-lyon.fr) :

- Un exemplaire de la facture,
- Le devis initial le cas échéant ou l'offre de prix du titulaire validée par le technicien HCL, ainsi que les justificatifs des travaux non prévus au bordereau,
- Les devis,

- Le bon de commande et attestation de TVA,
- Le bon d'intervention ou décision de réception.

(Cette liste est modifiable à tout moment à l'initiative des HCL.)

Chaque bon de commande comporte une partie à remplir appelée « Bon d'intervention ».

Le bon d'intervention reprend le n° du bon de commande, le nom et le numéro de marché de l'entreprise.

Il doit être rempli, lisiblement, lors de l'intervention. Les renseignements suivants doivent obligatoirement y figurer :

- Date de l'intervention
- Heure d'arrivée
- Heure de départ
- Qualité de la personne attestant de la réalité de l'intervention (locataire, gardien ou technicien)
- Nom et signature de cette personne.

Ce bon d'intervention doit être complété par un rapport, dont la forme est laissée à l'appréciation de l'entreprise, détaillant les prestations réalisées, les types précis des matériels mis en œuvre.

Ces documents, ainsi que l'original du bon de commande transmis à l'entreprise, doivent impérativement être transmis avec la facture.

En cas de défaut de transmission du bon d'intervention complet, la facture sera systématiquement retournée à l'entreprise.

### **9.2.3 Cas n° 3 : Si la maîtrise d'œuvre est réalisée par une maîtrise d'œuvre externe aux HCL**

Lors de la commande, les HCL préciseront le nom du maître d'œuvre qui suivra les travaux et validera la facturation.

Les demandes de paiement devront être adressées via CHORUS PRO au SIRET du maître d'œuvre.

Le numéro SGL associé à la demande de paiement sera le SGL 64.

## **9.3 Modalités de règlement des comptes du « GCS BLANCHISSERIE Inter-Hospitalière du Lyonnais »**

### **9.3.1 Présentation des demandes de paiement**

Pour la part des prestations commandées par le GCS Blanchisserie Inter-Hospitalière du Lyonnais, les demandes de paiement doivent être libellées au nom du GCS Blanchisserie Inter-Hospitalière du Lyonnais et être adressées à l'adresse suivante :

GCS BLANCHISSERIE Inter-Hospitalière du Lyonnais  
ZAC de la Fouillouse  
531 rue Nicéphore Niepce  
69808 Saint-Priest

### **9.3.2 Mode de règlement**

Les paiements sont effectués dans les conditions fixées par les règles de la Comptabilité publique.

Le Comptable chargé du paiement est le Receveur des Finances, trésorier de chaque établissement hospitalier, ou l'agent comptable du GCS. Les modalités de calcul, du délai de paiement, ainsi que le taux des intérêts moratoires et le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, sont fixés par les articles R2192-10 à R2192-36 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 50 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement pour les établissements hospitaliers. Il est de 30 jours pour le GCS Blanchisserie Inter-Hospitalière du Lyonnais.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, Le titulaire informera sans délai le pouvoir adjudicateur et lui transmettra le nouveau RIB à l'adresse suivante : [DA.DMS-CM4CL@chu-lyon.fr](mailto:DA.DMS-CM4CL@chu-lyon.fr)

Le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu responsable de l'interruption des paiements de la prestation en cas de non respect de ce cas de figure, le titulaire ne pourra se soustraire à son obligation d'information.

#### 9.4 Modalités de règlement des comptes du « GHT VAL RHONE CENTRE »

Pour les Etablissements membres du GHT, les adresses de facturations sont indiquées en Annexe 5.

#### 9.5 Paiement des sous-traitants

##### 9.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions précisées dans le code de la commande publique.

Il est précisé que dans tous les cas le titulaire doit communiquer au maître de l'ouvrage l'ensemble des renseignements permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant : (qualifications ou références équivalentes) ainsi que l'adresse mail valide de ce dernier.

**Un sous-traitant ne peut intervenir sur le chantier que sous réserve,**

- D'une part, que le représentant du maître d'ouvrage ait notifié l'acte spécial de sous-traitance au titulaire et au sous-traitant.
- D'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail et effectué la visite préalable.

##### 9.5.1 Modalités de paiement direct

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros, le sous-traitant, **qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le maître d'ouvrage avant tout commencement d'exécution**, est payé obligatoirement directement par le maître de l'ouvrage, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution.

En cas de diminution du montant de l'acte spécial de sous-traitance, le titulaire doit être en mesure de justifier auprès du maître d'ouvrage de l'acceptation du sous-traitant (*exemple* : la signature par le sous-traitant de l'acte modificatif).

## 10 DELAI D'EXECUTION – PENALITES

#### 10.1 Délai d'exécution des travaux

Pour l'application du présent article, les dispositions contenues à l'article 18.1 du CCAG travaux ne sont pas applicables.

##### 10.1.1 Déclenchement des prestations

Le déclenchement des prestations sera effectué par bon de commande ou par ordre de service indiquant :

- La nature et le lieu des travaux,
- La date de démarrage des travaux
- Le délai d'exécution.

Si la date de démarrage des travaux n'est pas précisée sur le document, la date de réception du bon de commande ou de l'ordre de service par le titulaire vaut démarrage des travaux.

Un calendrier prévisionnel d'exécution pourra être annexé et aura alors valeur contractuelle.

### 10.1.2 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.2. Du CCAG travaux, le délai fixé par le bon de commande initial pourra être prolongé par un nouveau bon de commande,

## 10.2 Pénalités

Les dispositions contenues aux articles 19.2 et 19.3 du CCAG travaux ne sont pas applicables.

Toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable, dès lors que les défaillances constatées lui sont imputables.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables. Elles sont plafonnées à 10% du montant maximum du lot.

### 10.2.1 Pénalités pour retard ou absence

Faits générateurs	Pénalités
Absence de l'entrepreneur à une réunion à laquelle il a été convoqué	100 € net de taxes par absence
Retard de réception du devis du titulaire suite à une sollicitation du maître d'ouvrage	20 € net de taxes par jour calendaire de retard.
Non remise d'offre à une consultation pour un marché subséquent	300 € net de taxes
Non remise de l'état des commandes pour la réunion annuelle de bilan	300 € net de taxes
Retard dans la remise des attestations sous-section 4 ou sous-section 3 des intervenants	100€/jour de retard
Retard de l'entrepreneur sur le <b>délai d'exécution des travaux</b> Retenue provisoire pour retard de l'entrepreneur dans l'exécution des tâches figurant dans le planning détaillé, quel que soit l'impact sur le délai final. Cette pénalité deviendra définitive si le retard en question n'a pas été rattrapé par l'Entrepreneur ; si le retard particulier, bien qu'ayant été rattrapé, a perturbé la bonne marche du chantier, entraînant un retard sur le délai global et la date de réception du projet.	<u>Réalisation des travaux</u> : 1% du montant des travaux, par jour calendaire avec un minimum de 50 € net de taxes par jour calendaire et un maximum fixé à 20 % du montant du bon de commande  <u>Levée des réserves</u> : 0,5% du montant des travaux par jour calendaire avec un minimum de 50 € net de taxes par jour calendaire
Retard de l'intervention d'urgence dans les conditions décrites au CCTP	500 € net de taxes par heure
Retard de l'entrepreneur dans la <b>fourniture des documents</b> : documents d'exécution (note calcul, plans, DOE complet, ...), PPSPS, justificatifs de nouveaux tarifs, ou plus globalement tous documents réclamés par le Maître d'ouvrage dans le cadre de l'exécution du marché. Pour rappel : les documents « Consuel » et « Qualigaz » devant être transmis au plus tard 2 semaines après la fin des travaux	300 € net de taxes par document et par semaine
Retard ou absence de l'entrepreneur à une <b>opération programmée impactant sur le fonctionnement d'un bâtiment ou de l'hôpital</b> (coupure de fluides, intervention sur les réseaux)	1 000 € net de taxes
Tout Retard de l'entrepreneur entraînant un retard des autres corps d'état sur la globalité du chantier	500 € net de taxes par jour calendaire

Retard dans le <b>repliement des installations de chantier</b> et remise en état des lieux	<i>300 € net de taxes par jour calendaire</i>
--	---

### 10.2.2 Pénalités pour défaut de gestion des déchets

Une **pénalité de 150 €** net de taxes est applicable :

- Après un premier constat formalisé par écrit, par jour calendaire chaque fois qu'il est constaté que les moyens de stockage (bennes, big-bags, etc.) sont en nombre insuffisant. Cette pénalité s'appliquera à compter de la constatation de la faute par le maître d'œuvre et ce jusqu'à validation par ce dernier des mesures nécessaires prises par l'entreprise pour remédier au défaut,
- Après un premier constat formalisé par écrit, par jour calendaire chaque fois qu'il est constaté que le rythme de rotation et/ou que le délai d'enlèvement des moyens de stockage (bennes, big-bags, etc.) ne sont pas satisfaisants. Cette pénalité s'appliquera à compter de la constatation de la faute par le maître d'œuvre et ce jusqu'à validation par le maître d'œuvre des mesures nécessaires prises par l'entreprise pour remédier au défaut.
- Par infraction constatée pour la non traçabilité des déchets ou le traitement des déchets via une filière non autorisée.

### 10.2.3 Pénalités pour non-respect des modalités d'insertion du présent CCAP

Non-respect des objectifs minimum d'insertion	<i>30 € net de taxes par heure non contractualisée</i>
Retard de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion	<i>50 € net de taxes par jour calendaire de retard</i>

### 10.2.4 Autres Pénalités

Contenu de la facture : lorsqu'il existe une distorsion entre la réalité de l'exécution de travaux et leur facturation, que ce soit dans le choix des articles ou dans les quantités facturées, une pénalité pourra être appliquée	50 € net de taxes à chaque erreur
Constat par le maître d'œuvre d'un défaut de nettoyage ou de gestion des déchets de chantier afférents à chaque entreprise	<i>300 € net de taxes par constat</i>
Dossier de sous-traitance non présenté ou incomplet à la fin de la période de prise en charge, ou non mis à jour en cours de marché	<i>100 € net de taxes par jour calendaire</i>
Pour tout manquement aux stipulations du présent CCAP, notamment en cas de non-respect des horaires de travail et hors pénalités listées ci-dessus/dessous	300 € net de taxes

### 10.2.5 Pénalités propres aux lots sur les secteurs du Domaine Privé des HCL

#### 10.2.5.1 Gestion des accès aux immeubles

Pour la gestion des accès aux immeubles, chaque entreprise aura une dotation initiale remise après notification du marché composée de :

- La liste des codes (accès par digicode)
- 5 badges de type VIGIK permettant un accès permanent aux immeubles
- 5 clés dites « de chantier », utilisé par la DAD pour l'accès aux chantiers de rénovation.

Cette dotation sera remise au représentant légal de l'entreprise contre signature dans un registre.

L'entreprise a l'obligation de restituer les clés et badges en fin de marché.

Demandes supplémentaires : application d'une facturation du montant de la pénalité ci-contre. Somme remboursée à la remise de ces badges ou clés

Pénalité forfaitaire pour non restitution (constat de non remise après un délai de 15 jours après réception d'un courrier RAR)	70 € net de taxes par badge non restitué 300 € net de taxes par clé non restituée.
Pénalité pour retard de restitution des clés confiées pour intervention dans Les logements inoccupés	1% du montant des travaux, par jour calendaire avec un minimum de 50 € net de taxes par jour calendaire et un maximum fixé à 20 % du montant du bon de commande

#### **10.2.5.2 Gestion des clés**

Des clés spécifiques pourront ponctuellement être remises à l'entreprise pour l'exécution de certains travaux. Cette remise se fera après enregistrement et signature dans un registre.

En cas de perte, l'entreprise supportera, sans mise en demeure préalable, l'intégralité des frais de remplacement du canon et/ou de la serrure par 1 modèle de sécurité équivalente.

#### **10.2.5.3 Utilisation des ascenseurs, stockage des matériaux et nettoyage**

L'utilisation des ascenseurs est interdite pour les approvisionnements comme pour les évacuations de déblais, déchets.

Le stockage des matériaux, matériels et déblais est interdit dans les parties communes.

L'utilisation des poubelles des immeubles est strictement interdite

L'entreprise a l'obligation de procéder au nettoyage des locaux de l'intervention, et le cas échéant des parties communes afin de laisser aucune trace de son passage.

Sur simple constat du maître d'œuvre ou maître d'ouvrage, notifié par mail à l'entreprise, correspondant à un non-respect de ces règles, il sera appliqué de manière forfaitaire une **pénalité fixe de 100 € net de taxes par constat**. Le cumul de ces pénalités n'est pas plafonné.

En cas de dégâts important constatés par le maître d'œuvre dans les parties communes et les ascenseurs, la remise en état sera à la charge de l'entreprise.

Les montants des pénalités sont nets de taxe.

## **11 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE - RESILIATION**

### **11.1 Retenue de garantie**

Conformément aux articles R2191-32 à 35 du CCP, une retenue de garantie sera appliquée dans le cas des marchés subséquents.

Il est précisé que le montant de ladite retenue ne peut être supérieure à 5% du montant initial du marché subséquent augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

### **11.2 Avances**

Par dérogation à l'article 10.1 du C.C.A.G-TRAVAUX, dès notification du bon de commande ou de l'acte prescrivant le démarrage du marché subséquent, une avance pourra être accordée dans les conditions prévues aux articles R 2191-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance est conditionné par la délivrance du bon de commande ou de l'ordre de service prescrivant le début des travaux et par la constitution d'une garantie à première de Les marchés sont révisables pour tous les lots.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est calculé comme suit :

$$\text{Montant de l'avance} = \% \text{ de l'avance} \times \text{montant du marché initial TTC}$$

Lots	Intitulé	% de l'avance
207 – 208 – 209 – 210		5 %

- Lorsque la durée du marché est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est calculé comme suit :

$$\text{Montant de l'avance} = \% \text{ de l'avance} \times \frac{12 \times \text{montant du marché TTC}}{\text{durée du marché en mois}}$$

Lots	Intitulé	% de l'avance
207 – 208 – 209 – 210		5 %

Le remboursement de l'avance :

- S'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde, quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant toutes taxes comprises du marché ;
- Doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises du marché.

## 12 RESILIATION DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

La résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée par le pouvoir adjudicateur, soit à l'égard d'un titulaire (« résiliation individuelle »), soit simultanément à l'égard de tous les titulaires (« résiliation collective »).

Lorsqu'un accord-cadre est résilié, les marchés subséquents passés antérieurement sur la base de celui-ci peuvent continuer à être régulièrement exécutés. En revanche, il ne sera plus possible de passer d'autres marchés subséquents sur la base de l'accord-cadre résilié.

La résiliation d'un marché subséquent n'entraîne pas la résiliation de l'accord cadre.

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution de l'accord cadre ou du marché subséquent avant son terme :

- Soit pour événements extérieurs au marché décrits à l'article 50.1 du CCAG-TRAVAUX,
- Soit du fait du représentant du maître d'ouvrage ou de son mandataire décrit à l'article 50.2 du CCAG-TRAVAUX
- Soit pour faute du titulaire :
  - o dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX ;
  - o en cas de manquements à ses obligations contractuelles ;
  - o en cas de non accomplissement par le titulaire des formalités prévues par l'article 4.4 – *dispositifs de lutte contre le travail dissimulé* - du présent CCAP ;

En cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution, sera adressée au titulaire.

Cette procédure contradictoire ne sera toutefois pas appliquée en cas de faute du titulaire d'une exceptionnelle gravité justifiant, au regard de ses conséquences potentielles ou avérées sur le fonctionnement du service public hospitalier, qu'il soit immédiatement mis fin à l'exécution du contrat.



En dehors des cas visés à l'article 50.2 du CCAG-Travaux, aucune indemnité n'est accordée au titulaire dans les cas de résiliation susvisés.

Le maître d'ouvrage peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 50.4 du CCAG Travaux, il ne sera pas accordé d'indemnité au titulaire en cas de résiliation pour motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

## 13 ASSURANCES

### 13.1 Responsabilité civile

Au titre du présent marché, le titulaire reste seul responsable de tous les dommages (corporels, matériels, immatériels...), résultant de l'exécution des prestations qui lui incombent, que ces dommages soient causés aux Hospices Civils de Lyon ou à des tiers.

Avant tout commencement d'exécution de la prestation, le titulaire du marché doit justifier, pour lui-même et ses sous-traitants éventuels, qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité auprès d'une société d'assurance notoirement solvable, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir, y compris celles résultant de dommages immatériels consécutifs (pertes financières HCL notamment).

À tout moment durant l'exécution de l'accord cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande des HCL et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### 13.2 Responsabilité décennale

Pour les travaux entrant dans le champ de la garantie décennale, le titulaire, ou le cas échéant chaque cotraitant, remettra au maître d'ouvrage une attestation d'assurance "responsabilité décennale" comportant la garantie de tous les risques définis tant par la loi n°78/12 du 4 janvier 1978 que par les articles 1792, 1792.1, 1792.2 et 1792.3. et 2270 du code civil.

Cette attestation précise la nature des activités garanties, et est établie sur papier en-tête de la Compagnie d'Assurance. Elle est valable à la date réglementaire d'ouverture de chantier (date communiquée par le maître de l'ouvrage et qui correspond à l'ouverture du chantier).

Il est précisé que le maître d'ouvrage ne souscrit pas de police dommages ouvrages.

En cas de manquement à ces exigences le maître d'ouvrage pourra résilier le marché.

## 14 REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

### 14.1.1 Description du traitement

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (Règlement Général sur la Protection des Données dit « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « loi informatique et libertés »). Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte des HCL les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le service et les finalités décrits dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne le titulaire du marché.

L'expression « le responsable du traitement » est le pouvoir adjudicateur.

Il est précisé que les HCL ont nommé un responsable de la sécurité des systèmes d'information et un délégué à la protection des données à caractère personnel (DPO), interlocuteurs désignés du sous-traitant, concernant la sécurité et la protection des données : [dpo@chu-lyon.fr](mailto:dpo@chu-lyon.fr). Les données à caractère personnel traitées sont les données personnelles à l'exception de toute autre donnée à laquelle le Titulaire pourrait avoir accès à l'occasion de l'exécution du contrat. Pour l'exécution du présent contrat, les HCL mettent à la disposition du titulaire les informations nécessaires à la réalisation des diverses opérations de traitements.

#### **14.1.2 Obligation du sous-traitant**

Conformément au RGPD, le sous-traitant s'engage à :

- Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
- Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Prendre connaissance expressément de la politique générale de protection de l'information et de la charte d'utilisation des ressources informatiques, dans leurs versions en vigueur au sein des HCL pendant la durée du contrat ;
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut, au sens de l'article 25 du règlement européen sur la protection des données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte des HCL.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement.

Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

En matière de sécurité, les directives de la PSSI des HCL doivent être appliquées par les sous-traitants qui définissent les modalités techniques pour les appliquer.

#### **14.1.3 Obligation du responsable du traitement**

Les HCL s'engagent à :

1. fournir au titulaire les données nécessaires au traitement objet du présent marché ;
2. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des Données par le titulaire ;
3. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire ;
4. Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

Sauf dispositions contraires dans le CCTP, le responsable de traitement fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement dans les conditions réglementaires.

#### **14.1.4 Droits des personnes**

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante : [dpo@chu-lyon.fr](mailto:dpo@chu-lyon.fr), pour la mise à jour du registre de ces demandes.

#### **14.1.5 Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie aux HCL toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : [dpo@chu-lyon.fr](mailto:dpo@chu-lyon.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre aux HCL, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

#### **14.1.6 Aide du titulaire dans le cadre du respect par les HCL de leurs obligations**

Le cas échéant, le titulaire assistera les HCL pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données, dans les conditions décrites au CCTP.

#### **14.1.7 Sort des données**

Au terme du contrat, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les Données à caractère personnel aux HCL : le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### **14.1.8 Données personnelles des fournisseurs**

Les informations personnelles (nom, prénom, fonction, adresse, téléphone, mail, cartes de visite) collectées par les HCL dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés ne sont utilisées qu'en lien avec les marchés, les processus achats et approvisionnements.

Ces données sont conservées, dans le cadre des marchés, suivant les durées de conservation légale des différents documents administratifs. Certaines données peuvent être conservées plus longtemps (ex : contact commercial, ...).

Pendant cette période, nous mettons en place tous moyens aptes à assurer la confidentialité et la sécurité de vos données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Pour exercer vos droits, contactez : [dpo@chu-lyon.fr](mailto:dpo@chu-lyon.fr)

L'accès à vos données personnelles est strictement limité aux salariés des HCL et, le cas échéant, à nos sous-traitants. Les sous-traitants en question sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser vos données qu'en conformité avec nos dispositions contractuelles et la législation applicable. En dehors des cas énoncés ci-dessus, les HCL s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers à vos données sans votre consentement préalable, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, continuité du service public hospitalier, etc.).

#### **14.1.9 Clause de réexamen**

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification unilatérale pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD.

## PARTIE 2 : CONDITIONS PARTICULIERES DE PASSATION ET D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les clauses générales décrites à la première partie du document s'appliquent aux marchés subséquents sous réserve des spécificités suivantes.

### 15 FORME ET DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents sont des marchés simples conclus à prix global et forfaitaire

Le délai d'exécution sera indiqué lors de la consultation.

### 16 DISPOSITIONS RELATIVES AUX MARCHES SUBSEQUENTS

#### 16.1 Remise de l'offre

Par suite, à la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur consulte le titulaire, afin qu'il présente sa meilleure offre technique et financière répondant au besoin exprimé.

La demande est réalisée par plateforme PLACE par échange dématérialisé, par l'intermédiaire du profil acheteur suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr> à l'adresse mail indiquée dans l'acte d'engagement du titulaire.

Elle comprend :

- Une lettre de consultation de consultation, indiquant notamment la date et les modalités de remise de l'offre
- Un acte d'engagement propre au marché subséquent, avec en annexe une DPGF à compléter
- Le cas échéant, un cahier des charges pour les missions non décrites au CCTP de l'accord cadre

Les prix proposés ne sauraient être supérieurs à ceux portés sur le bordereau de l'accord cadre

Les marchés subséquents ne pourront être conclus que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Toutefois leur exécution peut se prolonger au-delà de la validité de l'accord-cadre. Chaque marché subséquent précisera sa durée et/ou ses délais d'exécution

### 17 PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS

Par dérogation à l'article 4.1. Du CCAG Travaux, les pièces constitutives des marchés subséquents sont les suivantes par ordre de priorité. En cas de contradiction entre les stipulations contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après.

#### *Pièces particulières :*

- L'acte d'engagement ATTRI1
- le cahier des charges du marché subséquent,
- Toutes les autres pièces techniques ou financières réclamées au stade du marché subséquent.

#### *Pièces générales :*

- Les documents contractuels de l'accord-cadre sur le fondement duquel le marché est conclu.

**Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. Du CCAG Travaux, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé. Les dérogations et les dispositions non applicables du CCAG travaux sont indiquées le cas échéant à chaque article concerné.**

## 18 PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS

Le montant d'un marché subséquent sera établi par application des prix unitaires des accords-cadres. Les tarifs horaires, coefficients de peines et soins ou les remises sur catalogue fabricants utilisés seront les seuls applicables. Les prix unitaires seront systématiques ajustés aux quantités des marchés subséquents.

Les prix des marchés subséquents sont fermes.

## 19 DECOMPTE GENERAL – SOLDE

### 19.1 Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire notifie son projet de décompte final, simultanément au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, via CHORUS PRO, dans un délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux telle qu'elle est prévue à l'article 6.2.2 – Réception du présent CCAP.

Toutefois s'il est fait application des stipulations des articles 41-4 et 41-5 du CCAG Travaux, la date de levée de réserves concernant l'exécution concluante des épreuves, ou la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à l'article 41-5 constitue le point de départ du délai de 30 jours susvisé.

### 19.2 Décompte général

Si des réserves émises à la réception des travaux ne sont pas levées ou si le maître d'ouvrage a connaissance d'un litige ou d'une réclamation susceptible de concerner le titulaire au moment de la signature du décompte général, celui-ci est assorti d'une mention indiquant expressément l'objet des réserves, du litige ou de la réclamation. Cette mention n'est pas nécessairement chiffrée et est sans incidence sur les éléments composant le décompte général.

- Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG-TRAVAUX, le représentant du maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :
  - Quarante (40) jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire
  - Douze (12) jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.
- Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG-TRAVAUX, l'absence de notification du décompte général au titulaire par le maître d'ouvrage dans le délai de 10 jours, n'emporte pas acceptation tacite du projet de décompte général transmis par le titulaire.

### 19.3 Décompte général définitif

Par dérogation à l'article 12.4.3 du CCAG-TRAVAUX, en cas de contestation sur le montant des sommes dues, le représentant du maître d'ouvrage règle, dans un délai de cinquante jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général assorti des réserves émises par le titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final.

Le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 55 du CCAG-TRAVAUX.

Si les réserves sont partielles, le titulaire est lié par son acceptation implicite des éléments du décompte général sur lesquels ses réserves ne portent pas.

Le représentant du maître d'ouvrage procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, dans un délai de 50 jours à compter de l'acte actant la résolution du désaccord, ou à défaut suivant les dispositions contenues dans ledit acte.

**GHC : Groupement Hospitalier CENTRE (HCL)**

- Hôpital Edouard Herriot – 5 place d’Arsonval – 69003 LYON
- Héliport BRON – Aéroport de BRON, 1 avenue Louis Mouillard, 69500 BRON
- Laboratoire site ROCKEFELLER - 8 avenue Rockefeller 69003 LYON
- Centre de soins dentaires – 6 et 8 Place Depéret – 69007 LYON
- Hôpital des Charpennes – 27 rue Gabriel Péri – 69100 VILLEURBANNE
- Institut de Formation aux Carrières de Santé du Secteur Est – 3, 5 avenue Esquirol - 69003 LYON
- Site administratif de VILLON - 45 à 49 rue Villon - 69008 LYON
- Site administratif de LACASSAGNE - 162 avenue Lacassagne - 69003 LYON
- Siège Administratif - 3 quai des Célestins - 3 et 5 rue de Savoie -69002 LYON + annexes

**GHE : Groupement Hospitalier EST (HCL)**

- Groupement hospitalier Est – (Hôpital P. Wertheimer / Louis Pradel / Hôpital Femme Mère Enfant) - 59 Bd Pinel- 69500 BRON
- Direction de l’informatique – 61 Bd Pinel- 69500 BRON
- Ancien centre d’hémodialyse- 52 BD Pinel- 69500 BRON
- Stérilisation Centrale - ZAC La Fouillouse - Rue Nicéphore Niépce -69800 SAINT-PRIEST
- Unité centrale de production alimentaire (UCPA) - ZAC La Fouillouse - Rue Nicéphore Niépce -69800 SAINT-PRIEST

**GHS : Groupement Hospitalier SUD (HCL)**

- Hôpital Lyon Sud – 165 chemin du grand Revoyet – 69310 PIERRE BENITE
- Pharmacie centrale – 57 rue Francisque Darcieux - 69230 SAINT GENIS LAVAL
- Hôpital Henry Gabrielle – route de Vourles – 69230 SAINT GENIS LAVAL
- Institut De Formation Aux Carrières De Santé Du Secteur Sud Clemenceau
- Plateforme Logistique - 68 chemin de la Mouche - 69230 SAINT-GENIS LAVAL
- Plateforme Archives - 97 rue Jules Guesde - 69230 SAINT-GENIS LAVAL

**GHN : Groupement Hospitalier NORD (HCL)**

- Hôpital Croix Rousse – 103 Grande rue de la Croix Rousse – 69004 LYON
- Hôpital Frédéric Dugoujon – 14 rue Pasteur – 69300 CALUIRE
- Hôpital Pierre Garraud – 136 rue du commandant Charcot – 69005 LYON.

**DAD : Direction des affaires domaniales (HCL)**

- Listes des sites en annexe 2.

**GCS : Groupement de Coopération Sanitaire (GCS)**

- Blanchisserie inter hospitalière du Lyonnais, Parc d’activité des Lumières, ZAC de la Fouillouse, 531 Rue Nicéphore Niepce, 69800 SAINT PRIEST (BLA)

**EP : Etablissement parties du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT):**

- Le Centre Hospitalier de Sainte Foy lès Lyon, 78 chemin de Montray, 69110 Sainte Foy lès Lyon (CHSFL)

- L'Hôpital Intercommunal de Neuville et Fontaines sur Saône, 53 chemin de Parenty, 69250 Neuville sur Saône (HGN)
- Le Centre Hospitalier Gériatrique du Mont d'Or, 6 rue Notre Dame, 69250 Albigny sur Saône (CHGM)
- Le Centre Hospitalier de Beaurepaire, dont le siège est situé 41 avenue Louis Michel Villaz, 38270 Beaurepaire ;
- Le Centre Hospitalier de Condrieu, dont le siège est situé 10 rue de la Pavie, 69420 Condrieu ;
- Le Centre Hospitalier de Givors, dont le siège est situé 9 avenue Professeur Fleming BP122, 69700 Givors ;
- Le Centre Hospitalier du Pilat Rhodanien, dont le siège est situé 1 place Abbé Vincent, 42410 Pélussin ;
- Le Centre Hospitalier de Vienne, dont le siège est situé montée du docteur Chapuis BP127, 38200 Vienne

## ANNEXE 2 : ADRESSES DAD

Voir annexe 2 « Liste du patrimoine DAD 2025 »

## ANNEXE 3 : RISQUES GENERAUX DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Les établissements hospitaliers sont des lieux ouverts au public. A ce titre, il est rappelé aux intervenants extérieurs que les risques d'accidents, nés de la coopération de plusieurs entreprises sur un même site tels que mentionnés dans le décret du 20 février 1992, sont considérablement amplifiés du fait de la présence permanente de patients dont les capacités d'action sont souvent réduites, voire inexistantes.

Leur présence génère :

- La nécessité de protections particulières pour les préserver de tout risque
- Le respect de la continuité du service public qui peut rendre impropres les mesures de sécurité habituellement prises dans des contextes strictement privés (Ex : suspension d'activité le temps des travaux).
- Il est donc demandé aux intervenants extérieurs d'apporter **la plus grande vigilance** dans l'exercice de la mission qui leur est confiée notamment vis-à-vis :
  - Des patients hospitalisés, valides, alités, à mobilité réduite, ou assistés (assistance respiratoire...),
  - Des visiteurs,
  - Des autres prestataires extérieurs.

### PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUES PRESENTS EN MILIEU HOSPITALIER

#### Risques liés aux circulations :

Circulation, parfois intense, de véhicules :

- Véhicules **PRIORITAIRES** des urgences comme les pompiers, SMUR, SAMU,
- Transports sanitaires,
- Véhicules publics ou privés,
- Véhicules de transport de marchandises,
- Cycles.

Circulation de piétons : personnels, patients à mobilité et/ou à vision réduite, en fauteuil roulant, en lits, en brancard, personnes âgées et enfants.

#### Risques liés à la chimie, biologie et radiologie :

- Présence de produits chimiques, inflammables, explosifs, toxiques ou corrosifs en particulier dans les laboratoires et les pharmacies.
- Présence de produits pharmaceutiques dans les pharmacies, dans les unités de soins et les unités d'explorations fonctionnelles.
- Présence d'agents pathogènes, virus, bactéries, matières souillées, ... dans les unités de soins et laboratoires
- Rayonnement ionisants provoqués par des sources radioactives ou par des appareils générateurs de rayonnement (équipements de radiologie, ...) dans les services de radiologie et de radiothérapie.



### **Risques liés à la présence de matériels en fonctionnement :**

- Appareillages médicaux (autoclave, centrifugeuse, ...) dans les unités de stérilisation.
- Installations et réseaux multiples (électricité, eaux, vapeur, aspiration médicale, gaz médicaux) dans l'ensemble des locaux.
- Générateurs ou sous-station de production d'énergie électrique, de vapeur, de chaleur, de gaz médicaux dont les locaux techniques sont généralement répartis sur l'ensemble de l'établissement.

### **Risques liés à la présence d'installations particulières :**

- Buanderie,
- Cuisine,
- Ateliers d'entretien,
- Stockages de gaz médicaux, fioul, essence,
- Laboratoires d'analyse ou de recherche.

### **Risques liés à des interférences entre équipements techniques :**

- Certains matériels à proximité des appareils à Résonance Magnétique
- Interférences hertziennes  
Ex : le téléphone mobile à cellule